

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec — tome XXXIX — La guerre de 1939-1945 — Le plébiscite*. Les Éditions Fides, Montréal, 1969. \$4.00.

Willie Chevalier

Volume 23, numéro 3, décembre 1969

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302922ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302922ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chevalier, W. (1969). Compte rendu de [RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec — tome XXXIX — La guerre de 1939-1945 — Le plébiscite*. Les Éditions Fides, Montréal, 1969. \$4.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 23(3), 486–488. <https://doi.org/10.7202/302922ar>

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec* — tome XXXIX — *La guerre de 1939-1945 — Le plébiscite*. Les Editions Fides, Montréal, 1969. \$4.00.

Nous avons des éditorialistes qui commentent l'actualité politique du cru sans avoir jamais lu l'*Histoire de la province de Québec* de M. Robert Rumilly non plus que les autres ouvrages, rarissimes, de même nature. On ne peut qu'admirer et envier leur science infuse.

Journaliste presque toute ma vie d'adulte, longtemps courriériste parlementaire à Québec et à Ottawa, je fus le témoin attentif des événements relatés dans *La guerre de 1939-1945 — Le plébiscite*. Pourtant, ce livre m'apprend beaucoup de choses. C'est que je regardais les arbres l'un après l'autre tandis que M. Rumilly me fait survoler la forêt, lentement et à faible altitude.

Nous ne pouvions pas, je pense, éviter de participer à cette guerre. Et l'on peut soutenir qu'à plusieurs égards nous en avons été des bénéficiaires. Mais il est certain que nous aurions été moins empressés de défendre ce que vous savez si le Canada n'avait pas été, à toutes fins pratiques, nonobstant le statut de Westminster, une colonie britannique. La promptitude avec laquelle l'appareil de l'Etat fut adapté à « l'effort de guerre » prouve que, dès septembre 1939, les jeux étaient commencés, sinon faits, dans l'esprit de Mackenzie King. Le grand humanitaire, le grand pacifiste, avait tout prévu: nous serions au premier rang des sauveurs de la Civilisation (avec une majuscule). Du reste, nous avons appris par la suite que Mackenzie King avait prévenu Hitler, mais pas les Canadiens, que notre pays ferait éventuellement la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne.

« A la guerre comme à la guerre ! » Celle-ci non seulement est horrible en elle-même; elle engendre de terribles abus de tout ordre, dont ceux de la propagande qui ne va jamais sans outrances. Il est normal que l'historien Rumilly en consigne de ces outrances et de ces abus; il est assez étonnant qu'un homme de sa culture et de son expérience semble s'en

étonner. D'emblée on lui concède que le maréchal Pétain ne fut pas un traître (Laval non plus, d'ailleurs). Admettra-t-il en retour que l'on pouvait très bien, dès juin 1940, être gaulliste pour des raisons canadiennes ? Puisque le Canada était en guerre et que les Forces françaises libres militaient dans son camp . . .

C'est le moment d'écrire que, mis en cause pour ne pas dire pris à partie dans ce livre, le soussigné s'intéresse à la méthode de M. Rumilly. Elle lui paraît irréprochable. Rien qu'en racontant ce qui s'est passé, que chacun peut vérifier, et avec le minimum de commentaires, M. Rumilly démontre que Mackenzie King « nous a eus ». Il « a eu » particulièrement de jeunes journalistes remplis d'idéal pour qui, dans leur candeur naïve, l'hitlérisme était le Mal (avec majuscule encore) et la démocratie le Bien (toujours avec majuscule). Tout n'était pas si simple, on le sait maintenant. Certes, Hitler menaçait la plupart des valeurs chères à tout civilisé, mais pour vaincre le mal d'alors nous avons recherché l'alliance d'un certain Staline aussi luciférien que le führer, nous avons lancé la première bombe atomique et nous avons livré à l'Union soviétique une bonne partie de l'Europe. Quant à la notion de démocratie, le nombre de dictatures dérisoirement appelées démocraties populaires illustre son équivoque et la chronique syndicale reflète sa bienfaisance.

Le 39^e tome de l'*Histoire de la province de Québec* a parfois l'allure d'une thèse, d'un réquisitoire; c'est la faute des faits, non celle de M. Rumilly. Il est trop évident que Mackenzie King et sa camarilla ont trouvé dans la guerre prétextes à de multiples violations de la constitution canadienne. Le parti libéral en a conservé de si fâcheuses habitudes que, chaque année ou presque, la déclaration ministérielle dite discours du trône est un tissu de promesses d'autres violations de la constitution.

C'est un euphémisme d'écrire que M. Rumilly ne détestait pas du tout Maurice Duplessis, et c'est bien son affaire; s'il lui est agréable de camper ce personnage en champion de l'autonomie provinciale et des droits particuliers du Québec, il ne s'en tient pas moins, ce faisant, à la vérité historique. Tant pis pour ceux que diverses raisons ont empêché d'appuyer le célèbre Trifluvien. Et honte aux braves de la rue Saint-Antoine et de la rue Saint-Jacques de Montréal, de la rue Saint-Vallier de Québec, et d'ailleurs, qui l'attaquent depuis sa mort après avoir léché ses bottes ou mangé dans sa main de 1936 à 1939 et de 1945 à 1959.

M. Rumilly est dur pour Adélard Godbout. Obligé du quatuor Lapointe-Power-Cardin-Rinfrét, ce dernier se considérait un peu comme le serviteur des artistes lyriques de la politique fédérale. Il était au vrai leur prisonnier. C'est une situation inconfortable pour un premier ministre du Québec.

Il faut dire aussi que Godbout, libéral au sens noble du mot, croyait très sincèrement que rien n'importait plus que la victoire des Alliés sur l'Axe. Il aurait pu, quand même, concilier la fidélité à ses convictions et à son parti, et probablement conserver le pouvoir, en acceptant un raisonnement irréfutable de Camille Pouliot que M. Rumilly monte en épingle et qui éclaire toute l'époque: « Si l'Etat fédéral avait simplement désiré de l'argent pour la poursuite des hostilités, sans visées centralisatrices, il aurait demandé

une contribution de guerre, plutôt que des sources de revenus. Le gouvernement fédéral, voulant aider l'Angleterre, ne lui cède pas de sources de revenus; il lui donne la somme fixe d'un milliard; les provinces pourraient suivre cet exemple, donner un montant déterminé. »

M. Rumilly — je l'écris comme je le pense — n'a pas assez montré qu'Adélard Godbout, victime des circonstances, fut offert aux Québécois en sacrifice propitiatoire par l'aile fédérale de son parti. En d'autres temps — tout le laisse croire —, il eut été un bon premier ministre, entreprenant après réflexion et avec méthode quelques réformes nécessaires, improvisées avec plus ou moins de bonheur une quinzaine d'années plus tard.

Tout Canadien lucide et renseigné convient aujourd'hui que le fameux plébiscite de 1942 fut une farce plate et sinistre. Il faut lire ce qu'en raconte M. Rumilly pour bien mesurer l'ampleur et l'efficacité des moyens dont dispose le gouvernement fédéral pour faire avaler aux citoyens les plus grosses couleuvres. Quelque théoricien de la démocratie a dit (je cite de mémoire) qu'une éternelle vigilance est le prix de la liberté; un autre prix en est la connaissance de quelques précédents, — donc de l'histoire.

Après *Le Plébiscite*, deux autres tomes de *l'Histoire de la province de Québec*, les derniers, ont paru. Remercions M. Rumilly de son immense labeur, de sa probité intellectuelle, de la correction de son style, et surtout de son exemple d'une vie tout entière consacrée aux idées et à la recherche de la vérité en histoire canadienne.

WILLIE CHEVALIER